

INVESTIR EN FAVEUR DES FEMMES ET DES FILLES

STRATÉGIE PIONNIÈRE VERS LA RÉALISATION DES OMD

D'après un discours de Jon Lomoy, Directeur de la coopération pour le développement de l'OCDE, au Symposium de haut niveau d'Helsinki du Forum pour la coopération en matière de développement 2010 des Nations unies, 4 juin 2010

Sans un grand bond en avant pour parvenir à une plus grande égalité hommes – femmes, ainsi qu'à l'autonomisation des femmes et des filles, aucun des OMD ne pourra être atteint. Il est temps d'allouer les investissements et les ressources nécessaires pour tenir les promesses politiques. Le fait d'investir en faveur des femmes et des filles a des répercussions considérables, qui contribueront à rendre le monde meilleur pour tous. Helen Clark appelle cela la **stratégie pionnière vers la réalisation des OMD**.

Je crois que le fait d'investir dans les femmes et les filles constitue en soi une stratégie pionnière vers la réalisation des OMD et presque chaque dollar ainsi investi aura des effets multiplicateurs sur les chances de concrétiser l'ensemble des OMD.

—Helen Clark, Administratrice du PNUD, 25 mars 2010.

Toute la difficulté consiste à discerner **selon quelles modalités et à quels endroits l'argent des donateurs participera le plus efficacement à cette stratégie pionnière**. On dénombre quatre enjeux majeurs où davantage d'investissements et d'attention pourraient avoir des effets catalytiques et multiplicateurs sur la vie des femmes et des filles ainsi que des générations futures :

- garantir la scolarisation des filles jusqu'à l'achèvement d'un cursus secondaire de qualité
- améliorer d'urgence la santé reproductive, notamment l'accès aux services de planning familial
- renforcer l'accès des femmes aux actifs productifs et financiers (et non uniquement au microcrédit), et
- recenser et soutenir les personnalités féminines influentes à tous les niveaux.

GARANTIR LA SCOLARISATION DES FILLES

Des études ont prouvé que les femmes ayant suivi au moins quelques années d'études primaires bénéficient de meilleures perspectives économiques, ont moins d'enfants et que ceux-ci sont en meilleure santé. Elles sont en outre plus enclines à s'assurer qu'ils vont à l'école. Le développement s'accélérait si les filles étaient scolarisées jusqu'à l'achèvement de leur cycle d'éducation secondaire.

L'éducation des filles est l'un des plus puissants leviers vers l'autonomisation des femmes, mais la discrimination contribue toujours à leur déscolarisation.

- En 2007, seuls 53 pays sur les 171 dont les données sont disponibles avaient atteint la parité entre les genres en matière d'éducation primaire et secondaire¹.
- Le taux d'inscription dans le secondaire est très bas en Afrique subsaharienne (24 % des filles et 33 % des garçons).

Cela signifie que les filles sont laissées-pour-compte, notamment celles vivant en zone rurale ou dans des foyers modestes.

L'exonération des frais d'inscription et les incitations financières visant à envoyer les filles à l'école ont prouvé leur efficacité. Parallèlement, il faut construire des écoles à proximité des communautés isolées, s'assurer que ces écoles embauchent des professeurs qualifiés, qu'elles disposent d'équipements sanitaires conformes et que ce sont des endroits sûrs pour les filles.

1. Nations unies (2009). Objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport 2009.

L'adolescence est un moment décisif pour les filles. Le fait d'atteindre un niveau d'éducation secondaire leur permet d'être mieux armées pour faire des choix informés dans la vie. Les filles sont trop souvent mariées jeunes, ou déscolarisées pour s'occuper de leurs frères et sœurs ou pour travailler afin de subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leur famille.

Au niveau individuel, une année d'études supplémentaire apporte généralement un salaire proportionnellement plus élevé aux femmes qu'aux hommes, ce qui est d'autant plus vrai si les filles achèvent un cursus secondaire. Au Cambodge et au Bangladesh, certaines familles concentrent leurs ressources sur l'éducation des filles en raison de l'argent qu'elles leur rapporteront quand elles commenceront à travailler dans le secteur du textile.²

Les quatre enjeux en faveur desquels il faut investir davantage sont tous interdépendants et se renforcent mutuellement. Le lien le plus indéniable est celui qui existe entre l'éducation des adolescentes et leur santé sexuelle et reproductive. Les femmes instruites, tout comme celles qui travaillent, sont davantage susceptibles d'avoir recours aux services de santé maternelle et prénatale, réduisant ainsi les taux de mortalité infantile.

- Une fille sur sept se marie avant l'âge de 15 ans. Presque 10 % ont déjà un enfant à l'âge de 16 ans, les taux les plus élevés concernant l'Afrique subsaharienne et l'Asie.
- La grossesse et l'accouchement sont les premières causes de mortalité chez les adolescentes. Les filles issues de foyers modestes ont trois fois plus de risques d'accoucher à l'adolescence que celles des milieux plus aisés.
- Près de la moitié des agressions sexuelles dans le monde sont commises à l'encontre de filles de moins de 15 ans.
- Parmi les 15-24 ans en Afrique subsaharienne, trois fois plus de femmes que d'hommes sont infectées par le VIH.

AMÉLIORER D'URGENCE LA SANTÉ REPRODUCTIVE, NOTAMMENT L'ACCÈS AUX SERVICES DE PLANNING FAMILIAL

Répondre aux besoins des femmes en matière de santé sexuelle et reproductive augmente leurs chances de terminer leurs études, et donc de sortir de la pauvreté. Les lois, coutumes et usages qui limitent la capacité des femmes à maîtriser leur santé sexuelle et reproductive compromettent grandement leur autonomie, l'égalité hommes – femmes et leur santé, ainsi que celle de leurs enfants.

L'OMD concernant l'amélioration de la santé maternelle est celui qui est le plus loin d'être atteint. Le tribut payé en vies humaines est épouvantable. On estime que seuls 23 pays parviendront à l'objectif de réduction de trois quarts du taux de mortalité maternelle d'ici à 2015. En outre, le décalage entre pays riches et pays pauvres est très alarmant. Par exemple, pour 100 000 naissances vivantes en Afrique de l'Ouest, 629 mères décèdent, contre 7 en Europe occidentale.³ Les enfants dont la mère meurt au cours de l'accouchement ont eux-mêmes beaucoup moins de chances de survivre.

“Le moment est venu d'intensifier nos efforts, en partenariat avec d'autres institutions multilatérales et bilatérales, et d'aborder la question de la santé des femmes, de l'égalité des genres et des droits humains, afin d'obtenir un résultat rapide et tangible en Afrique.”

– H.E. Ellen Johnson Sirleaf, présidente de la république du Libéria.⁴

L'accès aux services et à l'information en matière de santé sexuelle et reproductive :

- aide à prévenir la mortalité maternelle
- permet aux femmes de planifier leurs grossesses
- permet aux femmes et aux filles de différer ou d'espacer les grossesses afin qu'elles aient davantage de possibilités de faire des études, de suivre des formations et de faire carrière, et
- contribue à réduire leur vulnérabilité face au VIH et au SIDA.

Les services de santé n'œuvrent pas en faveur des femmes dans les pays les plus pauvres. La Tanzanie a été placée sur le devant de la scène internationale pour ses efforts en faveur d'une réduction de la mortalité maternelle. Ce pays doit faire face à une pénurie de personnel médical, de médicaments, d'équipements et d'infrastructures⁵. Le gouvernement tente de former davantage d'assistants et de sages-femmes, de construire plus de centres de santé et d'écoles d'infirmières, de proposer des logements afin d'attirer le personnel médical dans les zones rurales et de prévoir des lieux d'accueil pour femmes enceintes à proximité des hôpitaux. Ce genre d'initiatives renforce la disponibilité des soins obstétricaux d'urgence dans les centres médicaux et les hôpitaux locaux.

2. Chatham House et Vivid Economics (2010). Evidence for action – gender equality and economic growth (en anglais). Projet.

3. Hogan, M.K. et al. (2010). Maternal mortality for 181 countries, 1980–2008: a systematic analysis of progress towards Millennium Development Goal 5 (en anglais). The Lancet 375 (9726) : pp. 1609-23.

4. Lors de l'inauguration de la Commission de la Santé de la Femme dans la Région africaine, hôtel de ville de Monrovia, 14 avril 2010.

5. New York Times, 28 mai 2009.

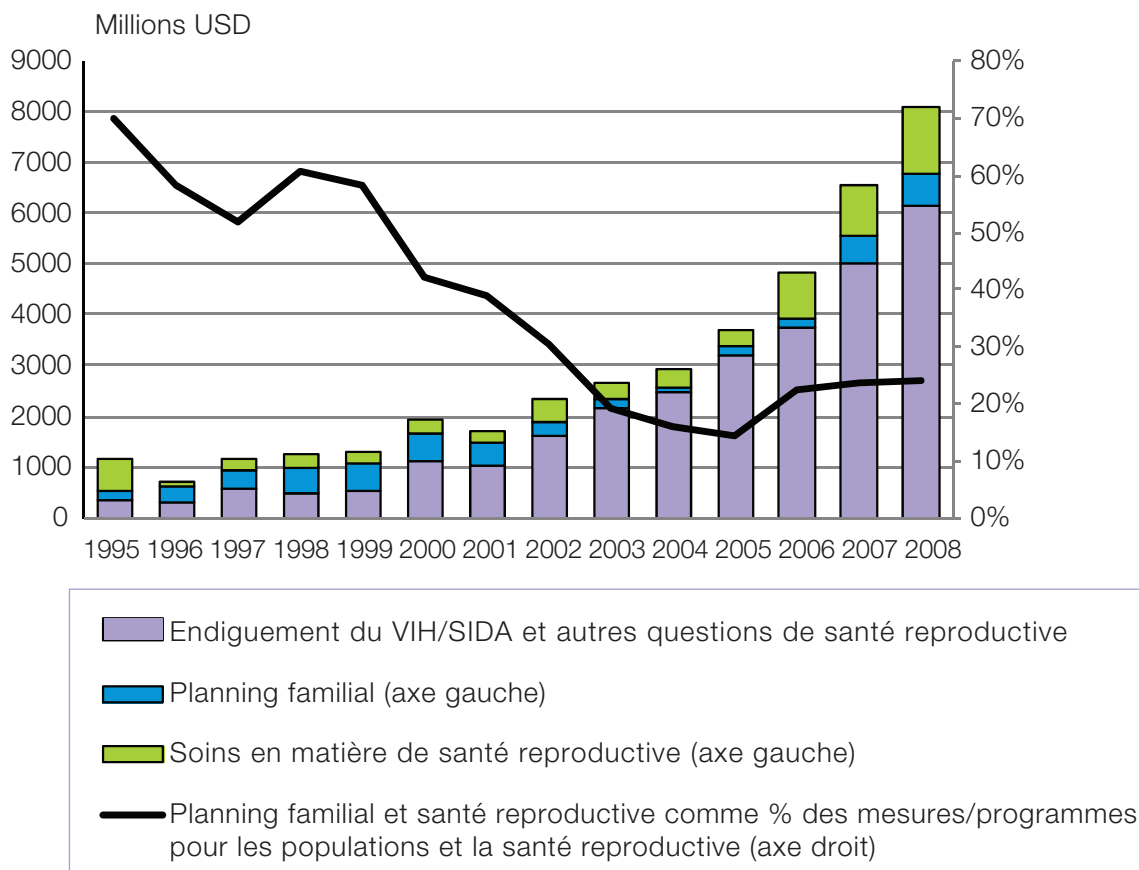
En dépit de revenus limités, certains pays, comme le Sri Lanka, le Honduras, le Vietnam et le Bangladesh, ont réalisé des progrès considérables en matière de diminution de la mortalité maternelle, montrant ainsi l'exemple à suivre aux autres pays. Même si 75 % des accouchements se déroulant sans assistance médicale ont lieu dans des États instables, des progrès sont néanmoins possibles dans ces pays. Le 26 avril 2010, les gros titres annonçaient la gratuité des soins pour les femmes enceintes et les enfants au Sierra Leone.

Le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) a calculé que les financements alloués à la mise à disposition de moyens de contraception modernes dans les pays en développement (7,1 milliards de dollars en 2003) permettent d'éviter 187 millions de grossesses involontaires, 60 millions de naissances non planifiées, 105 millions de fausses couches, 22 millions d'avortements, et 215 000 décès dus à une grossesse chaque année.

Il est temps de remettre le planning familial à l'ordre du jour du développement, à la fois pour les gouvernements et pour les donateurs. Les fonds attribués par les donateurs au planning familial sont en déclin depuis le milieu des années 1990, alors même que les progrès concernant la santé maternelle sont au point mort⁶. La consolidation et l'expansion des programmes en faveur de la contraception pourraient contribuer significativement à améliorer la santé maternelle et infantile, mais cela nécessite un financement adéquat et un accès satisfaisant aux contraceptifs.

GRAPHIQUE 1. AOD BILATÉRALE DESTINÉE AUX MESURES/PROGRAMMES EN FAVEUR DES POPULATIONS ET À LA SANTÉ REPRODUCTIVE, 1995-2008⁷

Engagements, en millions USD, prix constants 2008



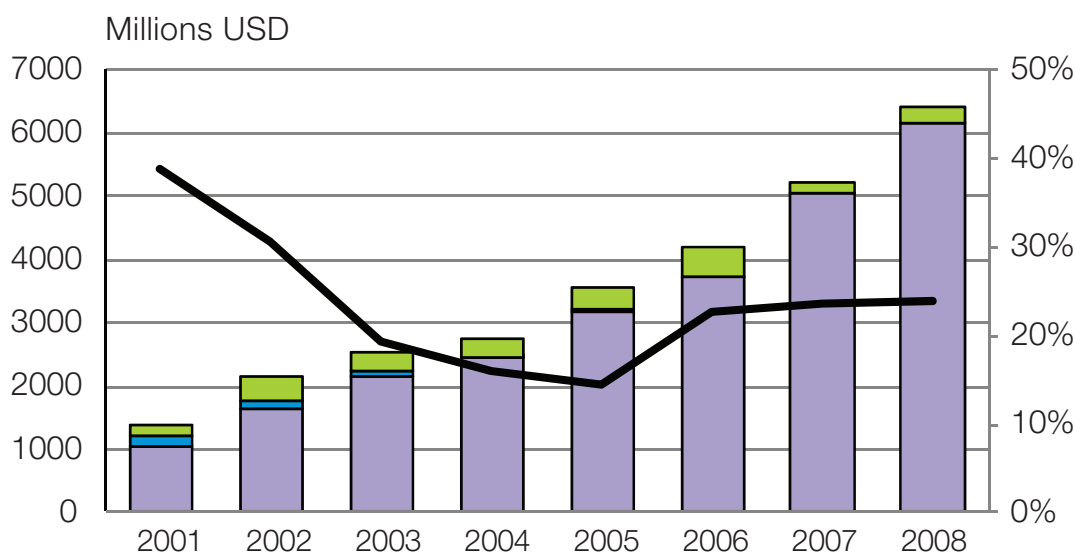
Source : Statistiques CAD

6. Nations unies (2009). Objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport 2009.

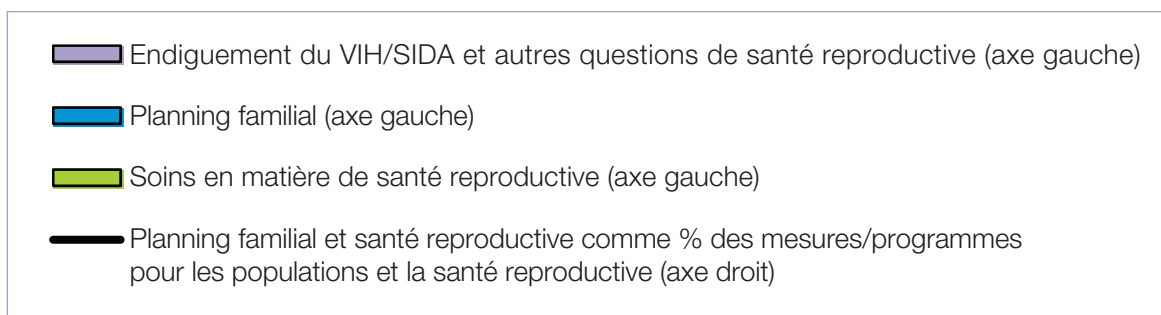
7. Source : Statistiques CAD.

GRAPHIQUE 2. AIDE DESTINÉE AUX MESURES/PROGRAMMES EN FAVEUR DES POPULATIONS ET À LA SANTÉ REPRODUCTIVE, FLUX FINANCIERS SORTANT DES AGENCES MULTILATÉRALES 2001-2008⁸

Engagements, en millions USD, prix constants 2008



Source : Statistiques CAD



Même si le recours à la contraception augmente dans toutes les régions, la plupart d'entre elles présentent encore une insatisfaction moyenne à élevée des besoins en matière de planning familial, c'est-à-dire qu'il existe un décalage entre le désir des femmes de différer ou d'éviter une grossesse et leur utilisation de la contraception. Parmi les 17 pays les moins développés présentant les niveaux les plus faibles de recours à une contraception moderne, tous sauf un se trouvent en Afrique subsaharienne.

- Selon des études chiffrées, parvenir à satisfaire les besoins en matière de contraception dans les pays en développement permettrait d'éviter 52 millions de grossesses non désirées chaque année.
- Une étude a révélé que pour un dollar dépensé en faveur de la contraception moderne, on économise 1,40 USD en frais médicaux.⁹
- Le fait de répondre aux besoins non satisfaits en matière de planning familial aurait également des répercussions significatives sur la mortalité infantile. On estime que 9 % des décès d'enfants de moins de 5 ans dans les pays en développement pourraient être évités en augmentant l'espacement entre les naissances.
- Certaines études sont sans équivoque : un taux de fertilité plus bas réduit la pauvreté. D'après une étude de 1999 menée dans 59 pays, si le taux de natalité avait diminué de 5 ‰ dans les années 1980, la proportion d'individus vivant sous le seuil de pauvreté aurait chuté d'un tiers.¹⁰

8. Ibid

9. Chatham House et Vivid Economics (2010). Evidence for action – gender equality and economic growth (en anglais). Projet.

10. Eastwood, R et M. Lipton (1999). The impacts of changes in human fertility on poverty (en anglais). Journal of Development Studies 36(1)..

RENFORCER L'ACCÈS DES FEMMES AUX ACTIFS PRODUCTIFS ET FINANCIERS (ET NON UNIQUEMENT AU MICROCRÉDIT)

Certains donateurs bilatéraux et multilatéraux font passer l'autonomisation économique des femmes au premier plan. L'accroissement du rôle joué par celles-ci dans l'économie constitue une réponse aux crises financières et économiques et représente un élément décisif de la résilience et de la croissance économiques. La participation des femmes à la vie économique ainsi que le fait qu'elles possèdent et contrôlent des actifs productifs accélèrent le développement, aident à surmonter la pauvreté et réduisent les inégalités. En outre, cela contribue à améliorer la nutrition, la santé et la scolarisation des enfants. Les femmes consacrent généralement une plus grande proportion de leurs revenus à leur famille et à leur communauté que les hommes. Une étude menée au Brésil a révélé qu'un enfant a 20 % de chances de plus de survivre lorsque c'est sa mère qui gère les revenus du foyer.¹¹

De nombreuses initiatives innovantes ont été prises à travers le monde pour garantir les droits de propriété des femmes, notamment leurs droits fonciers. La terre n'est pas seulement un actif productif, c'est également un moyen parallèle important de s'assurer des revenus et un accès au crédit. Les récentes crises, alimentaire et énergétique, ont conduit à redoubler d'attention à l'égard de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, du développement rural et du rôle des agricultrices. Même si les femmes jouent un rôle majeur dans la production alimentaire de beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne, elles ont toujours un moindre accès à la terre, aux engrais, aux semences, au crédit et aux services de conseil que les hommes. Un accès plus équitable à ces ressources ferait de l'agriculture un moyen plus efficace de promouvoir une croissance économique partagée, de réduire la pauvreté et d'améliorer la sécurité alimentaire.¹²

Malgré les éloges internationaux dont font l'objet les programmes de microcrédit, les femmes ont besoin d'un accès à tout l'éventail des crédits, des services bancaires et financiers, ainsi que des équipements nécessaires à un développement plus complet de leurs actifs productifs, de leurs terres et de leurs activités. Dans de nombreux pays, de lourdes barrières juridiques, culturelles et sociales persistent. Certains donateurs, comme l'USAID, encouragent les femmes à ne pas se cantonner à des micro-activités. En Éthiopie, l'Autorité de crédit pour le développement, conçue pour encourager le crédit via l'utilisation de garanties partielles de prêt accordées aux banques commerciales, cible tout particulièrement les femmes chefs d'entreprise.

L'intervention doit être adaptée en fonction des différents besoins du pays en matière de développement. Dans les pays à bas revenus, l'accès des femmes aux intrants agricoles essentiels et à la microfinance resteront une nécessité, tandis que dans les pays en transition, il faut se concentrer sur les compétences professionnelles, l'accès au crédit commercial et la création d'entreprise par des femmes.¹³

RECENSER ET SOUTENIR LES PERSONNALITÉS FÉMININES INFLUENTES À TOUS LES NIVEAUX

Les femmes sont trop souvent vues uniquement comme des victimes vulnérables. Il est temps de reconnaître leur influence, de les considérer comme les actrices du changement au sein de leur famille, de leur communauté et de leur pays. La présidente Ellen Johnson Sirleaf reconstruit son pays en association avec d'autres chefs de file politiques féminines du Libéria. Parallèlement, d'autres femmes influentes (bien qu'inconnues) montrent l'exemple sur le terrain tous les jours pour faire évoluer leur communauté.

Thelma Awori, personnalité africaine influente, a étudié ce qui caractérise les chefs de file féminines du monde rural en Afrique. Elle a découvert que celles-ci sont partout, mais invisibles. Il faut les chercher pour les trouver... et leur accorder une reconnaissance. Elles se font entendre. Elles sont vectrices de changement au sein de leur communauté, dans la vie des femmes et dans leur famille. Ce qu'elles transmettent aux autres membres de la communauté, c'est **l'aptitude à faire preuve d'ambition**.¹⁴

L'enjeu, c'est de reconnaître ces femmes et de trouver des manières innovantes et durables de les aider, elles et leurs organisations.

À travers l'histoire, l'action militante des femmes a constitué un facteur majeur de progrès vers l'égalité des genres. Comme un certain nombre de pays développés l'ont compris, augmenter la possibilité pour les femmes de se faire entendre et de participer à la vie politique revêt une importance capitale pour mettre les questions fondamentales qui les concernent à l'ordre du jour des États. **Cela profitera aux femmes comme aux hommes**. Les femmes ne représentent que 18,9 % de l'ensemble du corps législatif mondial. On est bien loin de l'objectif de 30 % établi à la Conférence sur les femmes organisée par les Nations unies en 1995 à Pékin. À ce rythme, cela prendra encore quarante ans avant qu'on atteigne l'égalité des genres dans les organes législatifs nationaux du monde entier.

Les initiatives visant à augmenter la participation des femmes à la prise de décisions aux niveaux local et communautaire en Inde sont bien connues. Cette année, l'une des chambres du parlement indien a pris à une très large majorité une résolution qui fera date, celle de réserver un tiers des sièges du parlement aux femmes. Des efforts similaires ont été engagés dans d'autres pays, comme la Papouasie-Nouvelle-Guinée, où une proposition de loi visant à réserver des sièges aux femmes a été déposée, ce qui porterait le nombre de femmes députées de une à 22.

11. Extrait du discours de Robert Zoellick, Président de la Banque mondiale, à la Conférence sur l'ODM 3, Copenhague, 25 mars.

12. Buvinic, M., T. Lunde et N. Sinha (2010). Investing in gender equality: looking ahead (en anglais). World Bank, Poverty Reduction and Economic Management Network. Economic Premise 22.

13. Ibid.

14. Atelier International sur l'égalité des genres et le progrès des sociétés, organisé par le Centre de Développement de l'OCDE et l'UNESCO (Paris, mars 2010.)

En vertu des principes démocratiques, il est de notre responsabilité de garantir aux femmes la possibilité de participer à la prise de décisions et d'influer sur les processus qui touchent à chaque aspect de leur vie, à la fois dans leur famille et leur communauté, au travail, dans les administrations locales et les parlements, et jusqu'à la tête de l'État.

QUE FAUT-IL CHANGER ?

- Il est temps d'**augmenter les investissements ciblés en faveur des femmes et des filles**. Dans l'environnement financier actuel, les investissements doivent être concentrés sur les domaines dont l'effet catalytique sur la pauvreté, le développement, les inégalités et les générations futures a été démontré. Ces domaines sont : l'éducation des filles, le planning familial, la maîtrise des actifs productifs et financiers et l'exercice de responsabilités par les femmes.
- Il faut **regarder en face et dépasser les normes culturelles et sociales** qui entravent l'épanouissement des femmes et des filles. Alors que celles-ci continuent à subir la discrimination et les préjugés à cause de leur sexe, nombre d'entre elles sont également confrontées à des obstacles supplémentaires à leur épanouissement, tels que l'exclusion sociale liée à des motifs ethniques, raciaux ou de caste.
- Il est temps de **transformer les paroles en actes**. Les OMD sont un pacte mondial, une série d'engagements politiques communs. L'égalité des genres et l'autonomisation des femmes constituent des préalables à la réalisation de tous les OMD.
- Il est nécessaire d'**intégrer la dimension du genre dans les budgets nationaux** afin d'en faire plus qu'un simple outil incitatif. **Les systèmes de gestion des finances publiques sexospécifiques** permettent de mesurer et de contrôler les possibilités d'accès des femmes et des filles aux services dont elles ont besoin : santé, éducation, conseil agricole, conseils commerciaux ou encore eau salubre. Ils permettent en outre de vérifier qu'elles ont un travail et un salaire décent, et qu'elles bénéficient des avantages auxquels elles ont droit. Lorsque les systèmes financiers sont à même de fournir les informations nécessaires, il est possible de repérer les éventuels déséquilibres et de rediriger les aides vers les bonnes personnes, au bon endroit, au bon moment.
- Nous devons **rassembler les preuves de ce qui fonctionne afin de rendre le développement** plus efficace. Il s'agit d'un défi à relever pour les pays (donneurs et partenaires confondus) à la veille du 4^{ème} **Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide** qui se tiendra **en Corée en 2011**. Enregistrer et mesurer les effets multiplicateurs constitue un enjeu opérationnel pour l'avenir.
- Il est temps d'améliorer la capacité des pays à collecter **des données ventilées par genre**, à suivre et à rendre compte des progrès, des disparités et des opportunités, ainsi qu'à agir en fonction de ces informations. Parallèlement, il est important de nous servir des données déjà disponibles, ce que nous ne faisons pas auparavant.
- Il est nécessaire d'**effectuer un suivi plus précis de la proportion et de la couverture de l'aide** axée sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, notamment les investissements réalisés par les agences multilatérales. En 2010, les pays donateurs arrêteront le montant de leurs contributions financières lors de la seizième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement de la Banque mondiale (IDA) pour 2011-2014. L'intégration aux politiques générales des questions d'égalité entre les hommes et les femmes est au cœur du débat de l'IDA16. Elle pourrait permettre de multiplier les ressources disponibles pour l'autonomisation des femmes et d'atteindre tous les OMD dans les pays les plus pauvres.
- **Il est temps de faire passer les femmes et les filles au premier plan et de dépasser le stade des promesses en l'air. Rendre le monde meilleur pour les femmes en fera un endroit où il fait bon vivre pour tous.**

"Investir dans le potentiel des femmes et des filles du monde entier est l'une des manières les plus sûres de parvenir au progrès économique mondial, à la stabilité politique, et à une prospérité accrue pour les femmes (et les hommes) du monde entier."

– Hillary Rodham Clinton, secrétaire d'État américaine, journée internationale des femmes 2010.

QU'EST CE QUE LE CAD

Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE est une enceinte internationale unique en son genre au sein de laquelle des pays donateurs et des organisations multilatérales comme la Banque mondiale et les Nations Unies s'emploient ensemble à aider les pays partenaires à faire reculer la pauvreté et à atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Le CAD a été intégré à l'OCDE par une Résolution ministérielle en date du 23 juillet 1961.

Le CAD a pour mandat de

... (poursuivre) les consultations relatives aux méthodes à appliquer pour rendre disponibles les ressources nationales afin d'aider les pays et les régions en voie de développement économique, et pour accroître et améliorer l'afflux de capitaux à long terme et les autres formes d'aide au développement en faveur de ces pays et régions.

Il s'agit donc pour le CAD de rechercher de nouveaux modes opératoires pour accroître non seulement la quantité, mais aussi la qualité de l'aide— autrement dit pour améliorer l'efficacité de l'aide.

CONTACT

Pour plus d'information: dac.contact@oecd.org

